



**MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION  
ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE  
DE BORDEAUX**

**CAHIER DES CHARGES**  
**«Marché à bon de commande : Prestataire pour la mise en place de  
la formation Hazard Analysis Critical Control Point (HACCP)»**

## SOMMAIRE

### **Article 1 PRESENTATION MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX**

- 1-1 COORDONNEES
- 1-2 MISSION

### **Article 2 MODE DE PASSATION**

### **Article 3 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES**

- 3-1 ACTION ET OBJECTIFS
- 3-2 POSTES CONFIES A L'OPERATEUR : OBJET DU MARCHE
- 3-3 DATE ET LIEUX DE REALISATION
- 3-4 PRIX ET MODALITES DE CONTRACTUALISATION
- 3-5 DUREE DU MARCHE

### **Article 4 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES**

### **Article 5 DELAIS ET MODALITES DE REPONSE**

### **Article 6 LE FONDS SOCIAL EUROPEEN**

### **Article 7 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES**

### **Article 8 MODALITES DE REGLEMENT**

### **Article 9 RESILISATION ET LITIGES**

<b>Article 1</b>	<b>PRESENTATION MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX</b>
------------------	--

### 1-1 COORDONNEES

#### **MAISON DE L'EMPLOI, DE L'INSERTION ECONOMIQUE ET DE L'ENTREPRISE DE BORDEAUX (EMPLOI BORDEAUX)**

Immeuble Arc-en-Ciel  
127 avenue Emile Counord - 33300 BORDEAUX  
Tél. 05 57 78 37 37 – Fax. 05 57 78 37 39  
[www.maison-emploi-bordeaux.fr](http://www.maison-emploi-bordeaux.fr) - [contact@maison-emploi-bordeaux.fr](mailto:contact@maison-emploi-bordeaux.fr)  
Siret n° 490 585 262 00069

### 1-2 MISSION

La mission de la Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise est d'animer le territoire, de coordonner les différentes initiatives en matière d'accès à l'emploi et de mettre en place des synergies entre les différents acteurs locaux de l'emploi et de l'insertion pour apporter un service à valeur ajoutée aux entreprises et aux demandeurs d'emploi.

La Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise intervient dans l'étude et l'observation du marché local de l'emploi, dans l'animation du territoire à travers la coordination, l'ingénierie et le montage de projets.

La Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise participe également à l'accueil, à l'orientation et à l'accompagnement des demandeurs d'emplois bordelais afin de favoriser leur insertion professionnelle.

Elle porte le dispositif PLIE (Plan local pour l'Insertion et l'Emploi) créé en 1998 par la Ville de Bordeaux et ses partenaires locaux.

La Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise bénéficie de cofinancements de l'Europe par le biais du Fonds Social Européen (FSE) et du Fonds Européen de Développement Régional (FEDER).

Ils sont répartis sur les trois établissements suivants :

- le Siège : 127, avenue Emile Counord 33300 BORDEAUX
- la Pépinière Eco-créative : 9, rue André Darbon 33300 BORDEAUX

La Maison de l'Emploi de l'Insertion Économique et de l'Entreprise de Bordeaux est une Association loi 1901, enregistrée sous le numéro SIRET : 490 585 262 00069.

<b>Article 2</b>	<b>MODE DE PASSATION</b>
------------------	--------------------------

Marché à procédure adaptée selon l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015.  
Marché à bons de commande sans minimum.

### **3-1 ACTION ET OBJECTIFS**

Dans le cadre de ses missions d'accompagnement de personnes en difficultés d'insertion, le PLIE de Bordeaux finance des actions de formation à destination des publics qu'il accompagne. Ces formations bénéficient d'un financement du Fonds Social Européen dans le cadre du Programme Opérationnel National FSE pour l'Emploi et l'Inclusion 2014-2020.

Le secteur de la restauration est porteur d'emploi et les métiers qui y sont liés, nécessitent la maîtrise du volet hygiène et sécurité des denrées alimentaires.

En réponse à sa mission d'insertion professionnelle et de mise en place d'étapes de parcours, le Plie de Bordeaux souhaite sécuriser le parcours de ses participants :

- en optimisant leur retour à l'emploi par le biais d'une formation à l'hygiène alimentaire nécessaire au recrutement,
- en favorisant leur maintien à l'emploi pour ceux qui sont déjà en situation de travail.

Sur l'année 2019, nous envisageons d'établir une collaboration avec un centre de formation afin de former nos participants sur des modules de formation courts, en entrées et sorties permanentes (sans minimum de commande), à la méthode HACCP.

### **3-2 POSTES CONFIES A L'OPERATEUR : OBJET DU MARCHÉ**

Le présent cahier des charges a pour objet de confier à l'opérateur, sous forme de marché à bon de commande, la formation des personnes à la méthode HACCP.

Ces formations seront organisées par sessions de 2 jours (16 heures).

Le prestataire devra donc préciser le programme pédagogique de ces 2 journées dans son mémoire technique.

Un dispositif offrant aux stagiaires la possibilité de déjeuner sur place devra être prévu.

#### **Le public**

Les participants du PLIE de Bordeaux concernés par cette action peuvent être en emploi ou non.

Ils sont identifiés par leur référent de parcours du PLIE et ont déjà vérifié en amont leur projet professionnel et leur intérêt pour les postes liés au secteur de la restauration collective (écoles, CHU, maisons de retraite, cliniques...) ou commerciale, par le biais notamment de mises en situation de travail régulières.

De façon générale, les participants du PLIE remplissent un ou plusieurs des critères suivants :

- Bénéficiaire du RSA
- Niveau de qualification obsolète
- Formation de niveau V ou Vbis ou VI
- Demandeur d'emploi de longue durée (+ de 12 mois)

L'offre de formation devra tenir compte de la spécificité du public PLIE de Bordeaux.

## Évaluation de l'action

Assiduité des participants : feuille de présence émarginée par le participant et le formateur et précisant : la date, l'identité du participant et du formateur, les horaires et la durée des heures de formation par demie journée.

Un modèle sera envoyé au prestataire retenu au moment du conventionnement.

### 3-3 DATE ET LIEU DE REALISATION DE L'EVENEMENT

Les formations devront avoir lieu dans un centre de formation accessible en transport en commun et sur la métropole de Bordeaux. L'action devra se dérouler au sein des locaux du prestataire.

Les formations devront être accessibles toute l'année selon un fonctionnement en entrées/sorties permanentes.

Le prestataire devra formaliser un calendrier prévisionnel de formation pour des sessions de formation en entrées/sorties permanentes sur l'année 2019.

### 3-4 PRIX ET MODALITES DE CONTRACTUALISATION

**Les prix devront être indiqués en euros hors taxes et toutes taxes comprises** pour les différentes sessions de formation et ce dans le cadre d'une demande de formation individuelle soit coût unitaire par stagiaire.

La formation donnera lieu à une convention de formation entre le PLIE/MDE et le titulaire. Cette convention précisera les modalités de mise en œuvre et de réalisation de la formation. Cette convention signée aura valeur de bon de commande.

Cette formation bénéficie d'un financement du Fonds Social Européen dans le cadre du Programme Opérationnel National FSE pour l'emploi et l'inclusion 2014-2020.

### 3-5 DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification jusqu'au 31 décembre 2019. Il pourra, à l'initiative de la Maison de l'Emploi être reconduit deux fois par notification de prolongation.

#### Article 4 CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

L'offre devra comporter :

- le présent cahier des charges **paraphé, daté et signé sans modification en y ajoutant la mention « pour acceptation »**
- un mémoire technique **paraphé, daté et signé**, précisant : les modalités d'intervention, les certifications requises,
- un relevé d'identité bancaire
- Un devis individuel, **daté et signé**.
- La fiche d'identification du candidat ci-jointe, **datée et signée**
- L'attestation d'absence de conflit d'intérêt ci-jointe, **datée et signée**

Le cahier des charges, le mémoire technique et le devis constitueront l'engagement du candidat. Ils seront complétés par la convention individuelle de formation.

La Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise, se réserve la possibilité de négocier avec des candidats.

#### Article 5 DELAI ET MODALITE DE REPONSE

Les propositions et devis détaillés devront nous parvenir au plus tard le **22 février 2019 à 12h sous PLI cacheté portant les mentions :**

Offre pour :  
«Marché à bon de commande : Prestataire pour la mise en place de la formation Hazard  
Analysis Critical Control Point (HACCP)»  
**NE PAS OUVRIR**

à l'adresse suivante :

Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise de Bordeaux  
Immeuble Arc en Ciel  
127, avenue Emile COUNORD  
33300 BORDEAUX

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours.

#### Article 6 LE FONDS SOCIAL EUROPEEN / FONDS EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT REGIONAL

La Maison de l'Emploi, de l'Insertion économique et de l'Entreprise est cofinancée dans le cadre du Programme Opérationnel National FSE pour l'Emploi et l'Inclusion 2014-2020 et du Programme Opérationnel Régional FEDER/FSE 2014-2020 (2014FR160OP001).

Les volets déconcentrés en Aquitaine du **PO national FSE 2014-2020 « Emploi Inclusion »** a vocation à couvrir prioritairement les actions menées dans le cadre de l'objectif thématique 8 « Promouvoir un emploi durable et de qualité et soutenir la mobilité de la main d'œuvre » et de l'objectif thématique 9 « Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme

MAISON DE L'EMPLOI DE BORDEAUX  
127 avenue Emile Counord- 33 300 Bordeaux  
Tél. : 05 57 78 37 37 – fax : 05 57 78 37 39



La Maison de l'Emploi est cofinancée par le Fonds Social Européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » et régional « FEDER-FSE » 2014-2020

de discrimination ».

La stratégie retenue pour le programme opérationnel national du fonds social européen pour l'emploi et l'inclusion en Métropole repose sur le choix de trois axes stratégiques d'intervention complétés d'un axe dédié à l'assistance technique :

- Accompagner vers l'emploi les demandeurs d'emploi et les inactifs, soutenir les mobilités professionnelles et développer l'entrepreneuriat ;
- Anticiper les mutations et sécuriser les parcours professionnels ;
- Lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion.

**Le PO régional FEDER-FSE 2014-2020 « 2014FR160OP001 »** a vocation, au titre du FSE, à couvrir prioritairement les actions menées dans le cadre de l'objectif thématique 10 « Investir dans l'éducation, la formation et dans la formation professionnelle pour acquérir des compétences et pour l'apprentissage tout au long de la vie »

Ces cofinancements impliquent, entre autres, les obligations suivantes :

- Obligation de publicité : obligation de faire état de la participation du FSE, notamment dans le cadre de toute publication ou communication afférente et, le cas échéant, auprès des participants.

- Renseignement des indicateurs et contribution aux travaux d'évaluation : Le titulaire est tenu de fournir toute information nécessaire au renseignement des indicateurs de réalisation ou de résultat.

- Suivi en cours d'exécution : Le titulaire est tenu de recevoir les personnes réalisant les visites sur place en cours d'exécution de l'opération. A cette occasion, il communiquera toute information relative aux conditions de déroulement des actions cofinancées.

- Modalités de liquidation : Une réfaction des montants dûs est prévue, en cas d'inexécution totale ou partielle de la prestation constatée lors des visites sur place ou des vérifications de service fait. Le titulaire est tenu de fournir à la demande du pouvoir adjudicateur toute pièce afférente aux modalités d'exécution de la prestation. La remise et la vérification de ces pièces conditionnent le paiement à effectuer.

- Conservation et présentation des pièces relatives à l'opération : Le titulaire tient à la disposition de tout contrôleur ou auditeur national ou communautaire habilité l'ensemble des pièces justificatives relatives aux prestations fournies, et ceci jusqu'à la date de clôture prévisionnelle du programme, à titre indicatif le 31 décembre 2021. Durant cette période, le titulaire se soumet à tout contrôle, sur pièces et / ou sur place, effectué par toute instance nationale ou communautaire habilitée.)

## **RAPPEL NON EXHAUSTIF DE POINTS REGLEMENTAIRES :**

### **Protection des données :**

Pour tout traitement de données personnelles effectué en relation avec cette commande, les parties se conformeront au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) – « RGPD ».

Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle se conformera strictement au RGPD pour tout traitement de données personnelles effectué en rapport avec cette commande.

Les principes fondamentaux :

- le consentement des personnes physiques concernées par le traitement des données à caractère personnel
- le droit de rectification, à l'oubli et à la portabilité des données ouvert à ces personnes
- la responsabilité des responsables de traitement et des sous-traitants, auxquels il incombe d'être en mesure de justifier que le consentement des personnes susvisées a été recueilli régulièrement, que le risque a été analysé et que les modalités techniques et organisationnelles sont en place pour y faire face.

En particulier, dans le cas de recours à la sous-traitance, le titulaire devra se conformer à l'article 28 EU RGPD.

Nonobstant toute clause contraire, les parties n'encourront aucune responsabilité contractuelle au titre de la présente commande, dans la mesure où le respect du RGPD les empêcherait d'exécuter l'une de leurs obligations au titre de la commande.

### **Prévention de conflit d'intérêts :**

Le candidat/titulaire s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout risque de conflit d'intérêts qui pourrait empêcher une exécution impartiale et objective de la prestation.

Toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts en cours d'exécution de la convention doit, sans délai, être portée par écrit à la connaissance de la Maison de l'Emploi de Bordeaux.

Le candidat/titulaire s'engage à prendre immédiatement les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

La Maison de l'Emploi se réserve le droit de vérifier que ces mesures sont appropriées et, si nécessaire, peut exiger du candidat/titulaire des mesures supplémentaires, dans le délai qui lui sera imparti à cet effet.

En cas de détection ou d'insuffisance des mesures prises pour se prémunir d'un éventuel conflit d'intérêt, la Maison de l'Emploi se réserve le droit de résilier le présent marché.

### **Lutte anti-fraude :**

La fraude en matière de dépenses ou de recettes comprend tout acte ou omission intentionnelle, notamment :

- l'utilisation ou la présentation de déclarations ou de documents faux, inexacts ou incomplets ayant pour effet la perception ou la rétention indue de fonds provenant du budget de l'UE;
- la non-communication d'une information en violation d'une obligation spécifique, ayant le même effet;
- le détournement de tels fonds à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été initialement octroyés.

Une irrégularité est un acte non conforme aux règles de l'Union européenne (UE) dont les répercussions sur les intérêts financiers de l'Union sont potentiellement négatives. Elle peut résulter d'erreurs commises de bonne foi par les bénéficiaires de fonds ou les autorités responsables de leur versement. Seule une irrégularité commise de façon délibérée est constitutive d'une fraude (article 1 du règlement n° 298895 du Conseil).

Dans le cadre du financement communautaire, le titulaire du marché s'engage à accueillir de manière planifiée ou inopinée tout représentant de l'Etat ou de l'AGAPE en charge de s'assurer de la bonne utilisation des fonds publics et de l'absence de fraude.



## Article 7 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Sera retenue l'offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous, avec leur pondération :

- coût de la prestation (60%)
- qualité de l'offre proposée (40%)

## Article 8 MODALITES DE REGLEMENT

Le paiement s'effectuera suivant les règles de comptabilité privée.

Les factures afférentes au paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales :

- le nom et l'adresse du créancier
- numéro et date du bon de commande
- montant HT de la prestation
- taux et montant de la TVA
- montant TTC de la prestation
- date de la facturation
- date et lieu de livraison

Les sommes dues seront payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiements équivalentes.

En cas de recours à la sous-traitance, les sous-traitants seront directement payés par le prestataire retenu dans le cadre de l'appel d'offre.

La facturation sera établie par année civile.

### **Modalités de paiement :**

La mise en paiement est fondée sur le principe de la justification de service fait en fonction du nombre d'heures de formation en face à face avec les participants du PLIE (soit au minimum 1 intervenant/formateur).

## Article 9 RESILIATION ET LITIGES

### **Résiliation :**

La décision de résiliation du marché par la Maison de l'Emploi, de l'Insertion Economique et de l'Entreprise de Bordeaux pourra intervenir à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire. Le titulaire aura le droit d'être indemnisé.

Le présent marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

### **Litiges :**

En cas de litige, les parties s'engagent dans un premier temps à tenter de trouver une solution amiable au règlement du conflit.

En l'absence d'accord entre les parties, tout litige relatif à l'exécution du présent marché sera soumis à la juridiction compétente pour l'Association Maison de l'Emploi de l'Insertion Economique et de l'Entreprise de Bordeaux

## Renseignements :

Pour tout complément d'information concernant ce cahier des charges vous pouvez vous adresser à :

Maya Lecourt Mercier

Responsable Pôle insertion emploi

Clauses et ingénierie d'actions

05 57 78 37 35

[m.mercier@maison-emploi-bordeaux.fr](mailto:m.mercier@maison-emploi-bordeaux.fr)

# Fiche d'indentification du candidat

(à retourner dûment complétée et signée)

<b>Dénomination</b>	
Statut juridique	
Numéro SIRET	
Adresse de l'organisme	
Coordonnées téléphoniques	
Adresse mail	
<b>Nom du représentant légal</b>	
Noms des dirigeants	
Nom de la personne responsable de la prestation	

Je soussigné(e), (NOM et Prénom).....

représentant(e) légal(e) de.....

- certifie que l'organisme est en règle au regard de l'ensemble des déclarations sociales et fiscales ainsi que des cotisations et paiements correspondants ;
- certifie que l'organisme n'est pas soumis à une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire au moment du dépôt de l'offre;

Fait à .....,

le .....,

(Nom et fonction)

(Cachet Structure)

(Signature)

# Attestation d'absence de conflit d'intérêts

(à retourner dûment complétée et signée)

Je soussigné(e) ....., agissant en qualité de représentant légal de l'organisme (**raison sociale, adresse et n°SIRET**) ....., fournisseur de biens et/ou de services pour la prestation dénommée (**intitulé de la prestation**)..... qui se réalisera pour la période du .....au .....,

déclare sur l'honneur que ladite personne morale et/ou ses représentants :

- a) ne sont affectés par aucun conflit d'intérêts dans le cadre de la présente prestation. Un conflit d'intérêts peut résulter notamment d'intérêts économiques, d'affinités politiques ou nationales, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs ;
- b) feront connaître à **La Maison de l'Emploi de Bordeaux** sans délai, toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts ;
- c) n'ont pas consenti, recherché, cherché à obtenir, ou accepter, d'avantage financier ou autre, en faveur ou de la part d'une quelconque personne constituant une pratique illégale ou relevant de la corruption, directement ou indirectement, en tant qu'incitation ou récompense liée au présent projet.

Je suis informé(e) que les informations fournies ci-dessus sont susceptibles d'une vérification.

Fait à ....., le .....,

(Nom et Fonction)

(Cachet Structure)

(Signature précédée de la mention " Lu et approuvé ")